

Communiqué de presse de Rémy POINTEREAU, Sénateur du Cher, Président de l'Association TGV Grand Centre Auvergne

Le Conseil d'Administration de l'association s'est réuni au Sénat le 8 juillet 2015.

Les élus des territoires concernés par le projet de LGV POCL présents :

Gérard DERIOT, Sénateur de l'Allier et Président du Département de l'Allier

Eric DOLIGE, Sénateur du Loiret

Jean-Pierre SUEUR, Sénateur du Loiret

Claude MALHURET, Sénateur de l'Allier

Marianne DUBOIS, Député du Loiret

Philippe VIGIER, Député d'Eure et Loire

Pascal BLANC, Maire et Président de l'Agglomération de Bourges Plus

Gil AVEROUS, Maire de Châteauroux, Président de Châteauroux Métropole

Nicolas FORISSIER, Maire de la Châtre

Daniel DUGLERY, Maire et Président de l'Agglomération de Montluçon,

Denis THURIOT, Maire et Président de l'Agglomération de Nevers

Jean-Michel BODIN, vice-président, représentant François BONNEAU, Président de la Région Centre Val de Loire,

Luc BOURDUGE, vice-président, représentant René SOUCHON, Président de la Région Auvergne

Véronique FENOLL, vice-présidente, représentant Michel AUTISSIER, Président du Département du Cher

François LAGARDE, conseiller municipal et vice-président, représentant Olivier CARRE, Maire d'Orléans, et Charles Eric LEMAIGNEN, Président de l'Agglomération d'Orléans

Nadine BELLUROT, Maire de Reuilly, vice-présidente, représentant Louis PINTON, Sénateur de l'Indre et Président du Conseil Général de l'Indre,

Jean-Jacques KEGELART, vice-président de l'Agglomération de Montluçon

Alain HERTELOUP, vice-président, représentant Patrice JOLY, Président du Département de la Nièvre,

Guy CHARMETANT, vice-président, représentant Pierre-André PERISSOL, Maire et Président de Moulins Communauté

Thierry VINÇON, Maire de la Ville de Saint Amand Montrond

Etienne GANGNERON, Président de la chambre d'agriculture du Cher

Alain BRUNAUD, Président de la Chambre de Commerce et d'industrie du Cher, vice-président, représentant Nicolas CHILOFF, Président de la CRCI Centre

Charles-Antoine de VIBRAYE, Conseiller Municipal et gérant du Domaine de Cheverny

Philippe BENSAC, Président de l'Association Bourges TGV

Didier THILLET, Président de l'Association TGV Berry Limousin Pyrénées

Dr ENGALENC, représentant les particuliers

se sont déclarés satisfaits par le courrier du Premier Ministre Manuel VALLS, reçu le 7 juillet 2015, nous faisant part :

- que le comité de pilotage du 4 février 2015 n'a pas permis de faire émerger un consensus sur un des deux scénarios
- que les débats ont mis en évidence les attentes très importantes des collectivités concernées vis-à-vis du projet afin qu'il participe à l'aménagement et au rayonnement des territoires du Centre de la France
- que pour préserver la faisabilité du projet, le Secrétaire d'Etat aux transports a décidé d'engager sans plus attendre la première phase des études préalables à l'enquête d'utilité publique sur les sections communes aux deux scénarios (soit la partie nord du projet pour l'accès sur Paris et la partie sud pour l'arrivée sur Lyon)

- que la concertation sur le choix d'un scénario de passage dans le secteur central du projet soit reprise courant 2016, afin d'examiner à nouveau le niveau des performances de la nouvelle infrastructure et les perspectives de l'offre de service ferroviaire à long terme.

Ce courrier nous permet de rappeler que le projet n'est pas enterré contrairement à ce que l'on peut entendre et que le travail des élus a été entendu puisque les recommandations du Premier Ministre rejoignent enfin les attentes maintes fois exprimées des élus de l'association TGV Grand Centre Auvergne.

Par ailleurs, après avoir sollicité les responsables du Gouvernement et des infrastructures ferroviaires mais ne recevant de réponse ni du Gouvernement, ni de SNCF Réseau, jusqu'à la date du 7 juillet 2015, les membres avaient alors commandé une contre-expertise dont les conclusions ont été révélées en Conseil d'Administration, par le Cabinet TRAFALGARE, à savoir :

- Les nouveaux résultats de calcul des km linéaires des barreaux de raccordements plus élevés dans le cas du scénario Médian que dans le cas du scénario Ouest,
- L'importance de l'argument d'adhésion du public sur un jumelage d'infrastructures précédant l'acceptation et la construction d'un tel projet
- La prise en compte des contraintes de tracé (relief, topographie) dans les coûts de tronçon des deux scénarios
- Le nouveau calcul des provisions pour risques et impacts dans les deux scénarios (environnemental, agricole) minoré dans le cas du scénario Médian
- Les gains de trafic revalorisé notamment pour les dessertes province/province et la revalorisation des hypothèses de croissance des PIB régionaux depuis 2010
- La dévalorisation du «temps monétarisé» dans les attentes voyageurs selon le Rapport QUINET de 2014 par rapport aux estimations du projet en 2011, la surestimation de la VAN et du gain de temps dans le cas du scénario Médian

Par conséquent les membres ont voté une motion à l'unanimité, dans laquelle ils demandent :

- à être associés à la réflexion qui sera menée dans le cadre de la réouverture du dialogue, **par la création d'un comité adhoc qui assurera un débat contradictoire avec SNCF Réseau, les membres du Gouvernement, le Préfet Coordonnateur, les membres de l'Observatoire de la saturation de la LN1, les différents acteurs concernés par le projet** au regard des nouveaux éléments révélés par cette contre-expertise, afin de répondre à nos interrogations légitimes.
- **que dans le cadre de l'organisation de la COP 21**, qui a pour objectif de trouver un accord universel d'engagement des pays à réaliser la transition énergétique par la réduction des émissions de gaz à effets de serre, une réflexion soit menée concernant **les Régions les plus engagées dans le projet afin qu'elles ne se retrouvent pas les plus éloignées des centres de décisions que constituent les Métropoles.**
- qu'une réflexion soit ouverte sur les aménagements à opérer quant **au devenir des trains d'Equilibre du Territoire, dont le POLT, et les TER, indispensables et complémentaires** des LGV, devant permettre l'amélioration des dessertes et l'irrigation de tous les territoires.
- **un rendez-vous avec le Premier Ministre et le Président de SNCF Réseau**

Enfin, grâce au pluralisme des membres de l'association, les contacts ont pu être relancés avec les membres du gouvernement et notamment grâce au soutien du Sénateur du Loiret Jean-Pierre SUEUR.